

La Krutenau frappée par le tourisme sauvage et le déconventionnement du logement social municipal.

Enfants et familles chassés des espaces publics

L'assemblée générale du Cardek est revenue sur **le développement des espaces publics attribués aux terrasses** sur certaines parties du quartier. Ceci au détriment d'autres usagers que sont les habitants, notamment les familles et enfants.

En effet, ces dernières années le nombre de terrasses de café ainsi que les espaces publics les accueillant s'est considérablement développé sans forcément améliorer la qualité de vie dans le quartier. Outre le bruit que cela occasionne pour les riverains ce sont leurs espaces de vie au quotidien qui sont rognés.

On relève également des pratiques de ségrégation sociale qui poussent à la consommation des produits les plus chers. Dans certains cafés, il n'est pas rare de se voir refuser un expresso (même à 2 euros !) ou une boisson chaude à des horaires où ceux-ci sont pourtant appréciés.

Ségrégation sociale dans le logement privé

Un autre phénomène, invisible, touche les familles du quartier qui ont été éjectées de leurs logements par des vendeurs de sommeil numériques.

Les locations AirBnB se développent à la Krutenau au détriment des locations à destination des familles avec deux ou plus d'enfants.

En effet, plusieurs membres du Cardek et :ou de l'Ahabk ont été évincés de leurs logements par des spéculateurs fonciers qui les ont découpés pour les mettre en location sur internet. Nous avons relevé ce phénomène sur des immeubles se trouvant quai des Pêcheurs, rue de Orphelins, rue des Couples, ... bref, sur la partie touristique la plus convoitée.

Ainsi, après l'augmentation du prix des loyers pour les plus modestes due à l'embourgeoisement de ce secteur du quartier depuis une vingtaine d'années, le développement sauvage de l'hébergement touristique numérique renforce la ségrégation sociale ; ceci au détriment des familles de travailleurs ou retraités modestes.

Nous demandons à nos partenaires, notamment à la Ville de Strasbourg, de réguler et de se pencher sur ce fléau avant que celui-ci ne détériore irrémédiablement, comme c'est le cas dans d'autres capitales européennes touristiques, la qualité de vie des habitants.

Menace sur le logement social

128 locataires du 2,4 rue de Lausanne, 1,3, 5, 7, 9 rue de Lausanne et 1,1A, 3 rue de Neuchâtel ont appris fin juin que le logement qu'ils ou qu'elles occupent vont devenir, dès juin 2020, des logements intermédiaires avec un loyer de 8,40€ m² au lieu de 5€ actuellement.

Ces augmentations seront étalées dans le temps pour les familles en place, mais très peu de celles-ci pourront rester dans leur appartement. Elles subiront en prime le désagrément de travaux de réhabilitation qui profiteront aux nouveaux occupants. Dès qu'un locataire quittera son logement, il sera remplacé par un autre qui paiera dès le 1er mois 8,40 € le m².

Il y a actuellement 15% de logements sociaux à la Krutenau, en supprimer 128 fera passer ce taux à moins de 13%.

Alors que nous savons que la demande de logements sociaux est très forte sur ce secteur, comment peut-on faire le choix de supprimer 128 logements sociaux ? **INADMISSIBLE !**

En conclusion, le Cardek et ses partenaires, tout en reconnaissant une évolution positive du quartier de la Krutenau en termes d'activité, d'emplois et de commerces, de la qualité des nouveaux espaces publics aménagés souhaite dénoncer les conséquences du tourisme sauvage et de la prédation des espaces publics. Ce sont en premier lieu les habitants de toutes catégories qui en sont les victimes, et plus particulièrement les enfants. Mais également les classes populaires qui n'ont plus les moyens de se loger dans un quartier frappé par la spéculation sur les loyers du locatif privé et le désengagement des politiques publiques du logement social.

Ces problèmes nécessitent d'être pris en compte afin de garantir l'usage des espaces publics à tous, mais aussi de permettre aux plus modestes de continuer à vivre à la Krutenau.

Signataires sollicités: CARDEK, AHBK, CLCV, FCPE, Carotte Sociale et Solidaire, ATTAC Strasbourg